

Les Européens continuent de mettre la Grèce au supplice

mediapart.fr/journal/international/230517/les-europeens-continuent-de-mettre-la-grece-au-supplice

Une nouvelle fois, la Grèce repart les mains vides de Bruxelles. Au terme d'une réunion de huit heures, les participants de l'Eurogroupe se sont séparés, dans la nuit du 22 au 23 mai, en constatant leur désaccord, avec comme seule promesse de se revoir le 15 juin. « *Il y avait encore un fossé entre ce qui pouvait être fait et ce que certains d'entre nous pensaient qui devrait être fait* », a expliqué le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem. « *Nous avons besoin de plus de temps pour nous accorder sur la façon de trouver plus de visibilité sur les mesures concernant la dette. Cela ne devrait pas être au-delà de la sagesse humaine de trouver un compromis* », a commenté le ministre des finances grec, Euclide Tsakalotos, tentant de relativiser l'échec.



Le ministre grec des finances Euclide Tsakalotos, le commissaire français Pierre Moscovici, et le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, lundi 20 mars 2017 à Bruxelles © Reuters

Athènes reste donc suspendue au bon vouloir de ses créanciers. Le gouvernement grec attend toujours le déblocage d'une ligne de crédit de 7,5 milliards d'euros, prévue dans le cadre du troisième plan de sauvetage de 86 milliards d'euros signé en juillet 2015. Sans cet argent, il ne peut faire face au paiement de 7 milliards dû en juillet pour rembourser ses créanciers, au premier rang desquels figurent la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI. Il ne peut pas non plus se refinancer directement sur les marchés : sans accord, les dettes de la Grèce ne sont pas éligibles auprès de la BCE, et ne bénéficient donc d'aucune garantie.

Cela fait désormais près de deux ans que les Européens sont à la recherche de la « *sainte trinité* », comme le dit le ministre grec des finances. L'Allemagne, soutenue par les pays d'Europe du Nord, conditionne sa participation financière au plan de sauvetage à la présence du FMI. Mais l'institution internationale, qui regrette amèrement d'être devenue partie prenante à la crise de l'euro, met comme préalable à sa participation au nouveau plan une restructuration de la dette grecque, qu'elle juge insoutenable : celle-ci atteint désormais 179 % du PIB. Berlin s'oppose à cette restructuration, considérée comme un cadeau aux Grecs.

Plus le temps passe, plus le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, qui s'est fait tordre le bras en

juillet 2015 – il militait alors pour une sortie de la Grèce de la zone euro – semble raidir sa position. Les circonstances le poussent encore moins à chercher un compromis. Alors que les élections législatives sont prévues en septembre en Allemagne, le ministre des finances, et toute la direction de la CDU derrière lui, n'a aucune intention de faire la moindre concession sur le sujet grec, devenu un repoussoir dans l'opinion allemande. D'autant que les libéraux allemands se sont aussi emparés du sujet de l'Europe pour la campagne législative. Ils rivalisent dans la surenchère pour dénoncer les fainéants du l'Europe du Sud. Ce « Club Med » qui coûte de plus en plus cher aux « vertueux » Allemands, selon eux.

Avant même le début de l'Eurogroupe, le ministre allemand avait d'ailleurs donné l'issue de la réunion : il n'y avait pas grand-chose, sinon rien, à attendre. Un accord ne peut être finalisé, selon lui, qu'après les conclusions d'un rapport permettant de vérifier que le gouvernement grec a bien mis en œuvre toutes les réformes qu'il a acceptées. Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, avait ajouté en écho : « *Nous avons toujours dit que la décision concrète finale sur les mesures supplémentaires pour l'allégement de la dette grecque serait prise à la fin du programme. C'est-à-dire l'année prochaine.* » Autant dire aux calendes grecques.

Lire aussi

- [Athènes-Bruxelles, le bras de fer de 2015 revisité par Varoufakis](#) Par [Amélie Poinssot](#)

Scruté pour son premier Eurogroupe, le nouveau ministre de l'économie, Bruno Le Maire, soutenu par la commission européenne, n'est pas parvenu à influencer le cours des choses. Avant la réunion, l'Élysée avait pourtant mis tout son poids. Il avait fait savoir qu'Emmanuel Macron avait réaffirmé lundi son soutien au premier ministre grec Alexis Tsipras, lors d'un entretien téléphonique. Le président de la République l'avait assuré vouloir « *trouver un accord prochainement pour alléger dans la durée le poids de la dette grecque* ». Le chef de l'État défend cette position depuis longtemps. Il l'a répété lors de son entretien sur Mediapart. « *Une restructuration de la dette est inévitable. Pourquoi ? Parce que le système est aujourd'hui intenable. Il faut mettre les verrous, les sécurités, trouver un accord collectif, mais nous savons de toute façon tous qu'il faudra en venir là* », avait-il expliqué le 5 mai. « *Telle est la feuille de route du ministre de l'économie Bruno Le Maire* », avait insisté l'entourage du chef de l'État lundi matin. À la sortie de la réunion des ministres européens, le ministre se voulait pourtant optimiste. Selon lui, un accord est possible en juin.

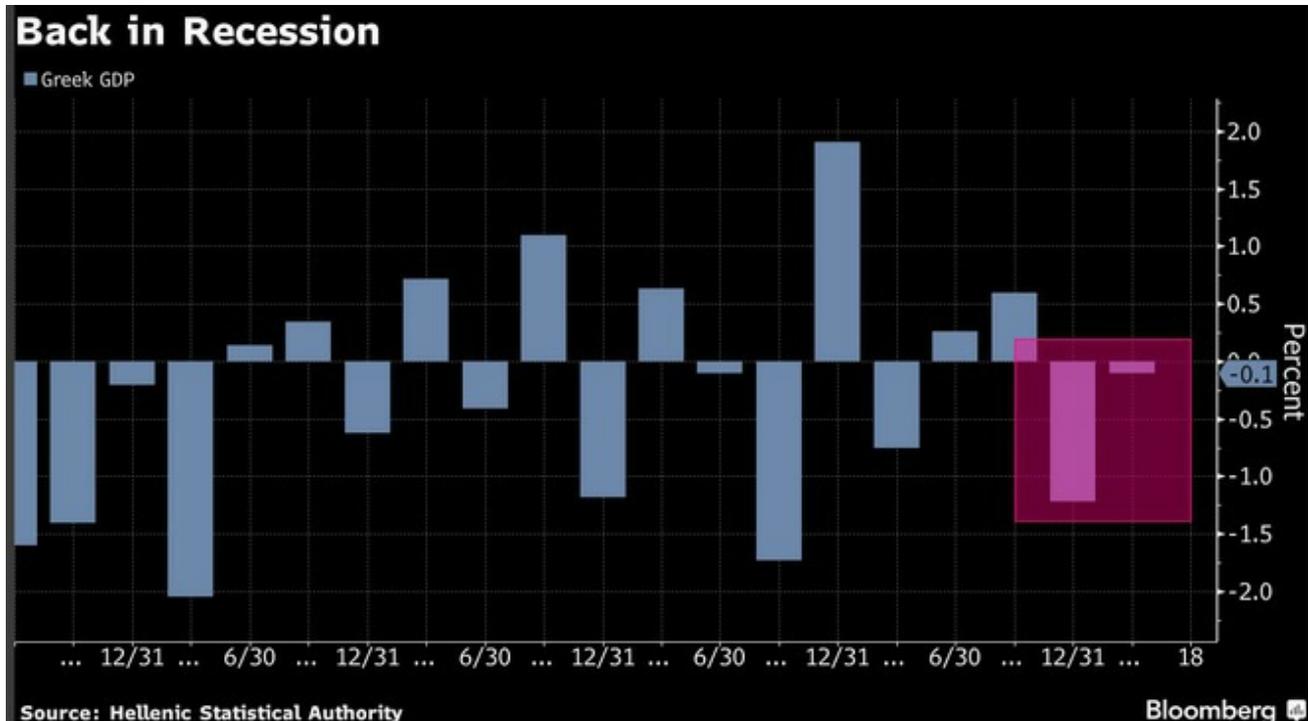
Même s'il s'efforce de minimiser l'échec de cet Eurogroupe, en mettant en avant qu'il ne s'agit que d'un simple report, le gouvernement de Syriza se retrouve encore plus fragilisé. Pour parvenir à obtenir l'aide des Européens et du FMI, Alexis Tspiras, après avoir résisté pendant quelques semaines, avait finalement accepté en mars le nouveau programme d'austérité que les créanciers de la Grèce exigeaient de lui. Lors de la discussion des nouvelles mesures, adoptées par le parlement le 18 mai, le premier ministre grec avait juré que ce seraient les dernières. En compensation de ces nouveaux efforts demandés, il promettait d'obtenir une restructuration de la dette grecque, réclamée par Athènes depuis plus de trois ans.

Après le troisième plan qui doit s'achever en 2018, un nouveau plan sera donc mis en œuvre. Il prévoit 4,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires d'ici à 2021. Les retraites (pour la treizième fois depuis 2010), les salaires, les services sociaux, seront à nouveau réduits. Des mesures automatiques de rigueur sont prévues si Athènes ne respecte pas ses engagements, à commencer par un excédent budgétaire (avant le paiement de la dette) de 3,5 % du PIB chaque année, au moins jusqu'en 2022.

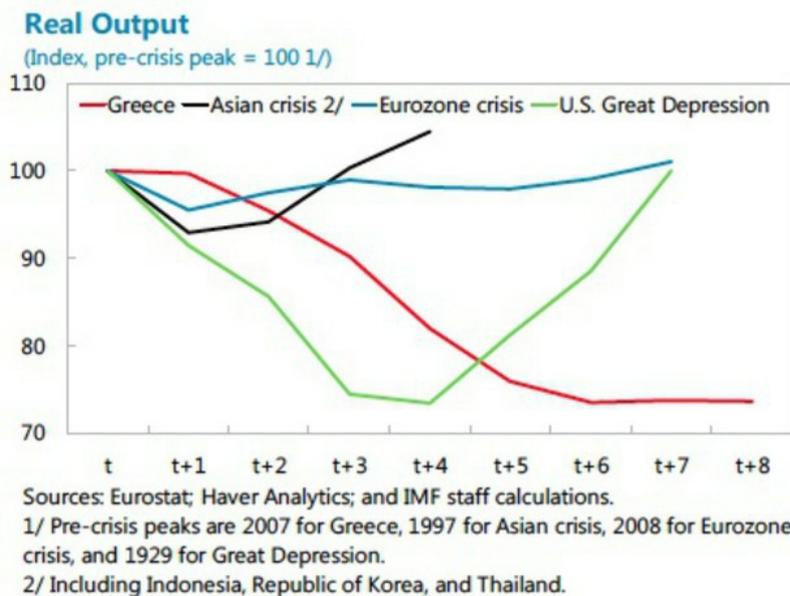
Des objectifs économiques et financiers irréalistes

Pour de nombreux économistes, cette exigence d'un excédent budgétaire de 3,5 % sur plusieurs années est tout simplement inatteignable. Même le FMI conteste la mesure, considérant que réaliser un tel surplus budgétaire risque de casser durablement toute perspective de rebond économique, surtout dans un pays qui subit un chômage record. Obtenir 1 à 1,5 % d'excédent budgétaire sur plusieurs années serait déjà, selon lui, une performance. Mais les Européens n'en démordent pas : 3,5 % d'excédent budgétaire est un minimum, selon eux, pour s'assurer du sérieux financier d'Athènes et permettre son maintien dans la zone euro. L'objectif d'ailleurs n'est pas irréaliste, soutiennent-ils. La preuve : le gouvernement est parvenu à réaliser 3,9 % d'excédent budgétaire en 2016.

Mais à quel prix ? Pour atteindre ce chiffre, le gouvernement grec a adopté les méthodes appliquées à un redressement d'entreprise : il a coupé dans toutes les dépenses, qu'elles soient de fonctionnement ou d'investissement. Les retraites ont été diminuées de 40 %. Des économies de 5,6 milliards d'euros ont été réalisées dans les dépenses publiques. Hôpitaux, écoles, transports, déjà bien ébranlés par huit ans de crise, ont à nouveau fait l'objet de coupes claires. Dans le même temps, tous les impôts directs et indirects ont augmenté. La TVA a été portée à 24 %, les impôts fonciers ont augmenté. De nouvelles taxes sur les voitures, les télécommunications, les télévisions, l'essence, les cigarettes, le café, la bière ont été instaurées.



Cet habillage comptable ne dure qu'un temps. Dès le quatrième trimestre 2016, l'économie grecque, qui s'était peu à peu redressée en début d'année, a replongé. Les chiffres de 1^{er} trimestre ont confirmé le recul : la Grèce est à nouveau en récession. Cela n'empêche pas la commission européenne de tabler encore sur une croissance de 1,6 % cette année. Comment ? Mystère. Alors que les entreprises survivantes se battent pour rester la tête hors de l'eau, les crédits impayés, les mauvaises créances grossissent à nouveau dans les bilans des banques grecques, déjà en piteux état. Les tensions sont si grandes que les Grecs, inquiets et avertis par l'expérience de 2015, ont recommencé à retirer l'argent des banques. Les dépôts bancaires sont tombés à 111 milliards d'euros en mars, soit en dessous du niveau atteint au plus fort de la crise bancaire du printemps 2015. Quant aux recettes publiques, même si la pression fiscale s'accroît, elles risquent de se réduire, tant elles sont dépendantes de l'état général du pays.



Un effondrement historique

Les responsables européens se gardent bien de commenter ces résultats. Ils sont pourtant la conséquence des politiques aveugles d'austérité erronées, menées sans discontinuité depuis 2010. Le pays a vu son PIB s'effondrer de 30 % en sept ans, ce qui reste sans comparaison dans les annales économiques. Même la chute de l'économie américaine au moment de la grande récession des années 1930 a été inférieure. Le taux de pauvreté dépasse les 30 % de la population. Plus d'un million de retraités vivent avec moins de 500 euros par mois. Le taux de natalité s'est effondré en dessous de 1,2 enfant par femme. « *Analyse de l'expérience grecque : l'opération a réussi mais le malade est mort* », grince [le site grec keptalkinggreece](#).

La Grèce se retrouve prise dans un piège dont elle ne peut s'extraire. Car tout se tient. L'effondrement de la demande se traduit par une baisse du PIB et une dégradation des comptes publics, ce qui entraîne un alourdissement réel et mathématique (le PIB baissant) de la dette. Son ratio d'endettement est passé de 120 % à 179 % du PIB aujourd'hui. Un niveau jugé intenable par beaucoup, à commencer par le FMI. Les dirigeants européens contestent l'analyse. Les aménagements déjà consentis à la Grèce, les rééchelonnements dans le temps de certaines dettes, l'abaissement des taux, soulignent-ils, font que la Grèce paie bien moins cher que les autres pays de la zone euro. En moyenne, les intérêts de la dette représentent 3,2% du PIB contre 3,9% en Italie, 4,2 % au Portugal. Aucun réaménagement n'est donc nécessaire.

Selon les scénarios établis par les services du ministère allemand des finances, [révélés par Bloomberg](#), si la Grèce obtient une croissance de 1,3 % sur le long terme et dégage un excédent primaire en moyenne de 2,6 % du PIB, le ratio d'endettement du pays retombera en dessous de 60 % en 2060. Mais un autre scénario bien plus noir existe aussi. Si la croissance grecque sur le long terme est de 1 %, si l'excédent primaire est en moyenne de 1,5 %, le taux d'endettement de la Grèce s'élèvera à 226 % du PIB en 2060. Dans le premier cas, la Grèce n'a besoin d'aucune annulation de dette, dans le second, il faut au contraire consentir un allègement substantiel à Athènes.

Sans surprise, les responsables européens privilégient plutôt le premier scénario. Pour eux, il faut continuer à imposer une gestion rigoureuse à Athènes afin que le pays ne sorte pas du droit de chemin, quitte à attendre quarante ans pour qu'il s'en relève. Pourtant, tout se met en place pour que ce soit le second plutôt qui se réalise. Les restrictions budgétaires, l'absence d'investissement public et privé, le renoncement à toute modernisation de l'outil productif risquent d'entraîner l'économie dans une stagnation séculaire, rendant impossible tout redressement.

Depuis sept ans, les mises en garde contre ces choix destructeurs ont été multiples. Pourtant, rien ne paraît inciter les responsables européens à dévier de la ligne tracée. Le 15 juin, ils recommenceront leurs éternelles palabres. La situation cependant risque à un moment de leur échapper. Car la Grèce ne pourra rester encore longtemps condamnée à un tel supplice.

